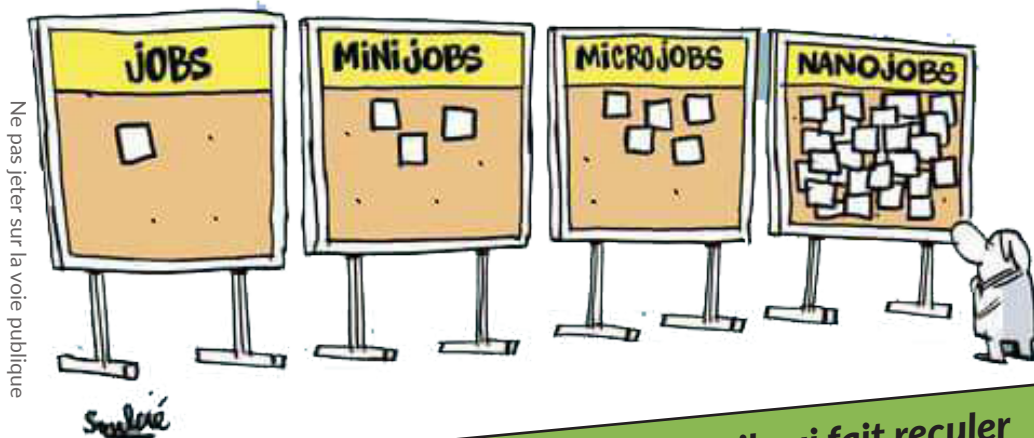


# Loi Travail XXL

## Une impasse sociale et écologique



**Marche arrière toute ! Un projet de loi travail qui fait reculer**  
« en même temps » les droits des salarié-e-s, l'emploi et la transition écologique.

- Pour réussir la transition écologique juste, il faut, à l'inverse :
- Renforcer les droits des salarié-e-s par la loi, qui s'applique à tous-tes pour un travail rémunéré porteur de sens, nécessaire et utile pour préserver les biens communs; par l'accès des salarié-e-s aux décisions stratégiques de l'entreprise.
  - Aller vers une meilleure répartition du travail rémunéré par la diminution du temps de travail et par une meilleure répartition des richesses pour combattre les inégalités sociales.

**L'URGENCE C'EST DE FINANCER ET DE CREER  
1 MILLION D'EMPLOIS POUR LE CLIMAT**

EMPLOIS  
PLATEFORME  
CLIMAT

**Emplois-climat.fr**  
Lire notre rapport pour en savoir plus

EMPLOIS  
PLATEFORME  
CLIMAT

# PAS DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE SANS JUSTICE SOCIALE

*L'affaiblissement des droits des salarié-e-s est massif : renforcement de la flexibilité de l'emploi et des licenciements; priorité aux accords d'entreprises sur les accords de branches, là où le rapport de force est le plus défavorable pour les salarié-e-s. Pourtant :*

- Seules 18 % des entreprises ont déclaré que leurs embauches sont freinées par la réglementation du marché de l'emploi (INSEE, 2017)
- Une étude sur 111 pays montre qu'il y a une légère augmentation du chômage quand on détruit les protections du licenciement (OIT, 2015)
- Les études et la réalité du terrain nous montrent qu'inégalités sociales et écologiques se potentialisent : les plus démunis-e-s sont aussi les plus exposés-e-s.

## “CONTRAT DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE” DU PLAN CLIMAT: UN PAS EN AVANT (MAIS TOUJOURS EN MARCHÉ ARRIÈRE)

*Le plan climat du gouvernement Macron prévoit d'accompagner “les salariés dont l'emploi est directement menacé par la transition à moyen terme”.*

- Une avancée pour reconnaître les droits spécifiques des salarié-e-s des secteurs dont l'activité est fragilisée ou menacée par les choix politiques nécessaires pour la transition écologique (ex: production d'énergies fossiles).
- Cette initiative rime mal cependant avec la marche forcée du gouvernement pour précariser le monde du travail et flexibiliser les emplois au détriment des droits, de la protection des salarié-e-s et des principes de la transition écologique.

*Les membres de la plateforme “emplois-climat” s'opposent donc fermement à la loi travail XXL et demandent l'ouverture d'une véritable discussion avec tous les acteurs-ices de la société française sur une loi travail où les droits des salarié-e-s seront considérés comme un moteur indispensable pour faciliter la transition sociale et écologique, et les bonnes conditions de sa réalisation.*



ALOEFA TIVALLI



Entrez dans le débat sur les réseaux sociaux avec le hashtag :

#EMPLOISCLIMAT